

KUALA LUMPUR, OCTOBRE 1989

Le Sommet du Commonwealth a eu lieu à Kuala Lumpur à une période où des changements se produisaient en Afrique du Sud. Le président de Klerk avait mené sa campagne pour les élections de septembre 1989 sur un thème de réforme et avait par la suite interprété sa victoire (avec une majorité réduite) comme un mandat en faveur d'une réforme "ordonnée". Il a déclaré que "la porte s'ouvrait sur une nouvelle Afrique du Sud".

Juste avant la réunion de Kuala Lumpur, le président de Klerk a libéré huit prisonniers politiques importants, dont Walter Sisulu, a fait preuve d'une tolérance nouvelle, bien accueillie, devant les protestations politiques pacifiques, et a parlé d'une manière plus précise de la nécessité d'apporter des changements fondamentaux.

Dans ce climat d'espoir, le Commonwealth a convenu de donner au président de Klerk une "marge de manoeuvre" d'environ six mois pour lui permettre de concrétiser l'objectif qu'il avait exprimé de démanteler le système d'apartheid.

Dans sa déclaration de Kuala Lumpur, le Commonwealth a convenu qu'il y avait eu des changements en Afrique du Sud, mais que ce n'était pas suffisant. Il (à l'exception du Royaume-Uni) a déclaré que les sanctions devaient être maintenues et les pressions accrues; pour ce faire, il a prié les banques et les institutions financières de réduire le crédit à l'exportation à une période de 90 jours, demandé aux gouvernements de ne pas assurer les risques en Afrique du Sud en matière de crédit commercial officiel et d'assurance, et encouragé l'ONU à renforcer l'embargo sur les armes. Les chefs de gouvernement ont aussi appuyé l'établissement d'une agence indépendante ayant pour objet d'étudier les liens qui relient l'Afrique du Sud au milieu financier international et d'en faire rapport.

Mesures prises par le Canada

Le Canada a imposé, avant septembre 1989, les sanctions sur lesquelles on s'était entendu à Kuala Lumpur. En outre, il a prolongé l'interdiction d'exporter des produits de haute technologie et a resserré sa politique sur les contacts sportifs et sur les contrats avec les sociétés appartenant en majorité à des intérêts sud-africains. Le Canada s'est aussi engagé à fournir des fonds à l'agence indépendante.